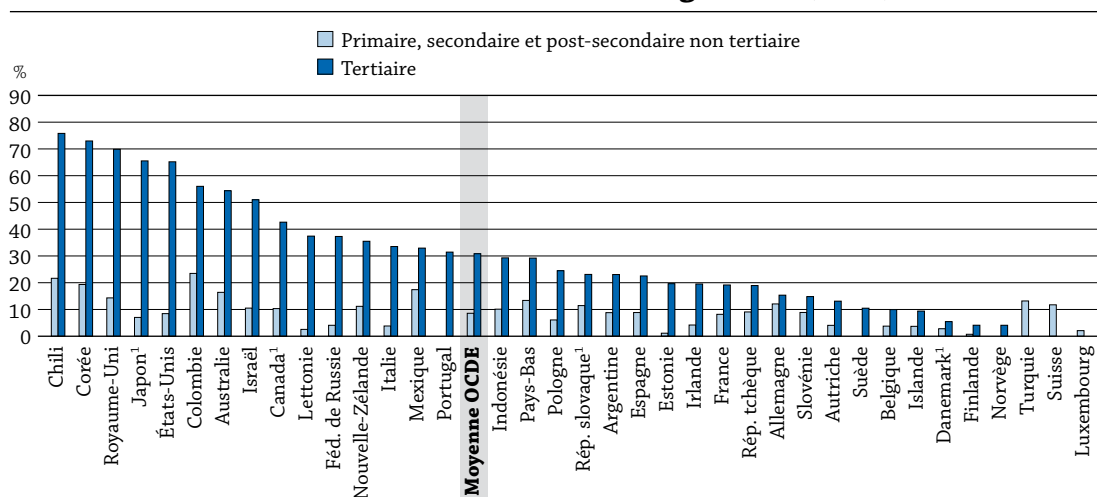


QUELLE EST LA RÉPARTITION ENTRE INVESTISSEMENTS PUBLIC ET PRIVÉ DANS L'ÉDUCATION ?

- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 84 % du financement des établissements d'enseignement proviennent directement de sources publiques.
- Le financement des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire provient à près de 92 % de sources publiques, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Ce pourcentage n'est inférieur à 80 % qu'au Chili et en Colombie.
- C'est dans l'enseignement tertiaire et, dans une moindre mesure, dans l'enseignement préprimaire, que les parts privées du financement sont les plus élevées : respectivement 31 % et 19 %. Dans tous les pays disposant de données comparables (à l'exception de l'Italie), le financement public des établissements d'enseignement, tous niveaux d'enseignement confondus, a augmenté entre 2000 et 2011. Toutefois, un nombre croissant de ménages participe aux coûts de l'éducation et les dépenses privées ont donc progressé à un rythme encore plus soutenu dans plus de trois quarts des pays.


Graphique B3.1. Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement (2011)



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire.

Source : OCDE. Tableau B3.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117478>

Lecture du graphique

Ce graphique montre la proportion des dépenses privées en pourcentage des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement. Cela comprend toute dépense privée au titre des établissements d'enseignement, ce qui inclut les transferts publics aux ménages, les frais de scolarité ou toute autre dépense privée (une chambre ou une pension, par exemple) qui est versée à l'établissement d'enseignement.

Contexte

Face à l'accroissement sans précédent des taux de scolarisation et à l'élargissement de l'éventail des formations et des prestataires de services d'éducation, la question de savoir qui, des pouvoirs publics ou des intéressés, doit soutenir les efforts que consentent les individus pour améliorer leur niveau de formation se fait de plus en plus pressante. Dans la conjoncture économique actuelle, de nombreux gouvernements peinent à réunir les fonds nécessaires pour financer la demande d'éducation en hausse dans leur pays en comptant uniquement sur les deniers publics. De plus, selon certains responsables politiques, ceux qui profitent le plus de l'éducation – ceux qui suivent des études – devraient prendre en charge au moins une partie des coûts y afférents. Les fonds publics financent toujours une partie élevée de l'investissement dans l'éducation, mais les fonds privés prennent de plus en plus d'importance.

La question de la répartition du financement de l'éducation entre le secteur public et le secteur privé est au cœur des débats dans de nombreux pays de l'OCDE. Elle se pose avec une acuité particulière au sujet de l'enseignement préprimaire et de l'enseignement tertiaire, où le financement public est rarement intégral ou quasi intégral. À ces niveaux d'enseignement, ce sont essentiellement les ménages qui constituent le financement privé, ce qui soulève la question de l'égalité d'accès à l'éducation. Le débat sur le financement de l'enseignement tertiaire est particulièrement intense. Certains craignent que la balance ne penche exagérément d'un côté, au point de décourager certains individus d'entamer une formation tertiaire. Les uns estiment que les pouvoirs publics devraient revoir sensiblement à la hausse les aides aux étudiants, alors que les autres soutiennent les efforts consentis pour amener les entreprises privées à accroître le financement de l'enseignement tertiaire. En revanche, l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, qui est en grande partie obligatoire, est largement considéré comme un bien public et est dès lors essentiellement financé par les pouvoirs publics.

■ Autres faits marquants

- Les pouvoirs publics financent essentiellement les établissements d'enseignement publics, mais ils financent aussi, à des degrés divers, les établissements d'enseignement privés. **Dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques par élève/étudiant, au titre des établissements publics représentent, en moyenne, près du double de celles au titre des établissements privés, tous niveaux d'enseignement confondus.** Toutefois, ce coefficient varie selon le niveau d'enseignement : de moins du double dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (1.8) et dans l'enseignement préprimaire (1.8), à près du triple dans l'enseignement tertiaire (2.9).
- **Dans l'enseignement tertiaire, les pays où les dépenses publiques par étudiant au titre des établissements d'enseignement publics et privés sont les moins élevées sont aussi ceux où les effectifs de ce niveau d'enseignement sont les moins importants dans les établissements publics, exception faite de la Colombie, du Mexique et de la Pologne.**
- **Dans l'enseignement tertiaire, les ménages financent la majorité des dépenses privées** dans la plupart des pays dont les données sont disponibles. Échappent à ce constat l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque et la Suède, où les dépenses d'entités privées autres que les ménages (entreprises privées ou organisations à but non lucratif, par exemple) sont plus élevées que les dépenses des ménages, essentiellement parce que les frais de scolarité pratiqués par les établissements d'enseignement tertiaire y sont peu élevés, voire négligeables, exception faite du Canada.

■ Tendances

La part moyenne du financement public des établissements d'enseignement tertiaire a régressé entre 2000 et 2011 : elle est passée de 73.7 % en 2000 à 69.1 % en 2005, pour s'établir à 68.3 % en 2011 (selon la moyenne calculée sur la base des 20 pays de l'OCDE dont les données tendanciennes de toutes les années de référence sont disponibles) (voir le tableau B3.2c). Cette diminution s'explique essentiellement par une tendance qui s'observe dans certains pays européens, à savoir des variations significatives des frais de scolarité et une plus grande participation des entreprises au financement des établissements d'enseignement tertiaire.

Entre 2000 et 2011, la part du financement privé des établissements d'enseignement tertiaire a augmenté dans plus de trois quarts des pays disposant de données comparables (soit dans 21 pays sur 26). Dans les pays de l'OCDE, cette part a progressé en moyenne de 6 points de pourcentage, et de plus de 9 points de pourcentage en Autriche, en Israël, en Italie, au Mexique, au Portugal, en République slovaque et au Royaume-Uni (voir le tableau B3.2c). Dans ces pays, à l'exception de l'Italie, la part du financement privé a le plus augmenté entre 2000 et 2008, sous l'effet d'une augmentation bien plus forte du financement privé que du financement public.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la part du financement privé a également augmenté dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, ainsi que tous niveaux d'enseignement confondus, entre 2000 et 2011. C'est en République slovaque et au Royaume-Uni que les progressions les plus fortes ont été enregistrées (voir les tableaux B3.2a et b).

Analyse

Parts publique et privée des dépenses au titre des établissements d'enseignement

B3

Dans les pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement restent en grande partie financés directement par les pouvoirs publics, même si la part des fonds privés, déjà substantielle, continue d'augmenter dans l'enseignement tertiaire. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 84 % du financement des établissements d'enseignement provient directement de sources publiques et 16 % de sources privées (voir le tableau B3.1).

Toutefois, les parts publique et privée du financement varient fortement entre les pays. La comparaison des dépenses tous niveaux d'enseignement confondus montre que la part privée représente plus de 19 % du financement au Canada, en Israël et au Mexique, plus de 25 % en Australie, en Colombie, aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni, et plus de 35 % au Chili et en Corée. Par contraste, elle représente moins de 3 % en Finlande et en Suède (voir le tableau B3.1).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE dont les données de toutes les années de référence sont disponibles, les dépenses privées d'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, ont augmenté entre 2000 et 2011 ; elles ont également progressé en pourcentage des dépenses totales d'éducation dans la plupart des pays. De ce fait, la part du financement public des établissements d'enseignement a diminué d'au moins 3 points de pourcentage dans près d'un quart des pays de l'OCDE (au Canada, aux États-Unis, en Israël, en Italie, au Mexique et au Portugal), et de plus de 10 points de pourcentage en République slovaque et au Royaume-Uni. Cette baisse est essentiellement imputable à une augmentation significative du niveau des dépenses privées durant cette période. Au Portugal et au Royaume-Uni, par exemple, les frais de scolarité demandés par les établissements d'enseignement tertiaire ont fortement augmenté (voir les tableaux B3.2a et c).

Toutefois, la diminution de la part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement (et l'augmentation consécutive de la part des dépenses privées) n'est pas allée de pair avec une diminution des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement (en valeur réelle). Seule l'Italie, qui a connu une diminution des dépenses publiques entre 2000 et 2011, fait exception (voir le tableau B3.2a). En fait, parmi les pays de l'OCDE où les dépenses privées ont le plus progressé, nombreux sont ceux qui comptent aussi parmi les pays où le financement public de l'éducation a le plus augmenté. Ce constat suggère que les dépenses privées viennent s'ajouter aux investissements publics, et non s'y substituer. Toutefois, dans la plupart des pays, l'augmentation du financement privé a été beaucoup plus importante que l'augmentation du financement public entre 2000 et 2005, une tendance qui s'est fortement atténuée entre 2005 et 2011. Ainsi, dans les pays dont les données pour toutes les années de référence sont disponibles, la part moyenne de financement public a diminué, passant de 86.0 % en 2000 à 83.5 % en 2005, pour se stabiliser à 83.2 % jusqu'en 2011.

Toutefois, les parts publique et privée des dépenses au titre des établissements d'enseignement varient entre les pays et entre les niveaux d'enseignement.

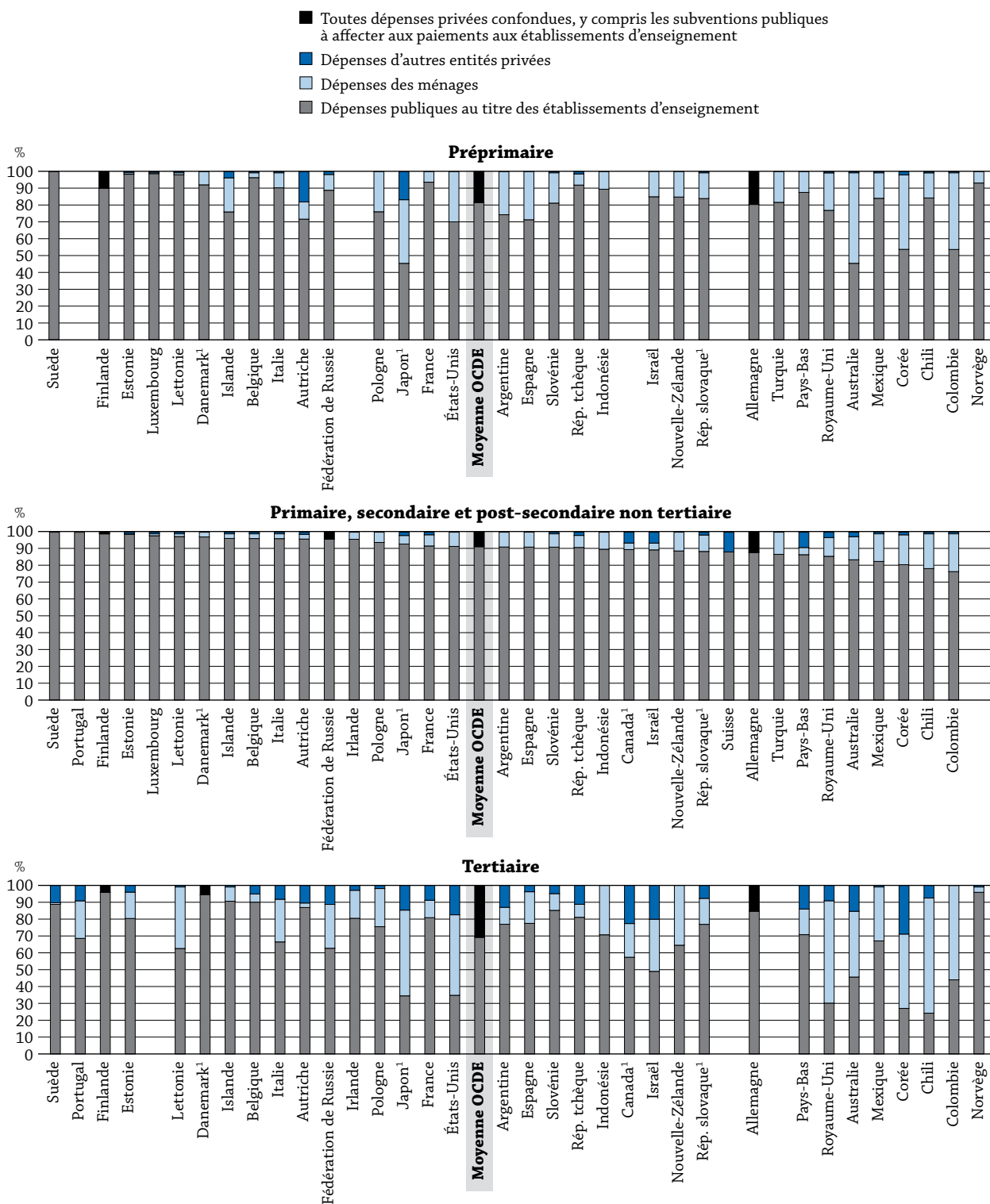
Dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire

Dans tous les pays, le financement est essentiellement public dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. La part privée du financement de ces niveaux d'enseignement représente moins de 10 %, sauf en Allemagne, en Australie, au Canada, au Chili, en Colombie, en Corée, en Indonésie, en Israël, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, en République slovaque, au Royaume-Uni, en Suisse et en Turquie (voir le tableau B3.2b et le graphique B3.2). Dans la plupart des pays, la part privée des dépenses à ces niveaux d'enseignement est en grande partie financée par les ménages, sous forme de frais de scolarité. Toutefois, aux Pays-Bas et en Suisse, la majorité des dépenses privées est constituée de contributions versées par les entreprises dans le cadre du système de formation en alternance dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement post-secondaire non tertiaire (voir l'encadré B3.1 dans l'édition de 2011 de *Regards sur l'éducation*).

Entre 2000 et 2011, la part du financement public dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire a légèrement régressé dans les 20 pays dont les données pour toutes les années de référence sont disponibles, passant de 91.6 % en 2000 à 91.0 % en 2011. Cette part a régressé d'au moins 2 points de pourcentage au Canada, en Israël, au Mexique et au Royaume-Uni, et de 9 points de pourcentage en République slovaque. À l'inverse, entre 2000 et 2011, cette part n'a augmenté de plus de 3 points de pourcentage qu'au Chili (passant de 68.4 % à 78.3 %) et au Japon (passant de 89.8 % à 93.0 %) (voir le tableau B3.2b).

Graphique B3.2. Répartition des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement (2011)

Selon le niveau d'enseignement



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE, Tableau B3.1. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933117497>

B3

Dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire

Le rendement privé élevé que procure l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur A7) suggère qu'une participation plus importante des individus et d'autres entités privées aux coûts des études tertiaires peut se justifier, pour autant que des dispositifs soient en place pour garantir l'accès des étudiants à un financement, quelle que soit leur situation financière (voir l'indicateur B5). Dans tous les pays, la part privée des dépenses d'éducation est nettement plus élevée dans l'enseignement tertiaire – elle représente, en moyenne, 31 % des dépenses totales à ce niveau d'enseignement – que dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (voir le tableau B3.1).

La part des dépenses au titre de l'enseignement tertiaire financée par les particuliers, les entreprises et d'autres entités privées – y compris les versements privés subventionnés – va de moins de 6 % au Danemark, en Finlande et en Norvège (où les frais de scolarité à verser aux établissements d'enseignement tertiaire sont peu élevés ou négligeables), à plus de 40 % en Australie, au Canada, en Colombie, aux États-Unis, en Israël et au Japon, et avoisine les 70 %, voire davantage, au Chili, en Corée et au Royaume-Uni (voir le graphique B3.2 et le tableau B3.1). En Corée et au Royaume-Uni, la plupart des étudiants fréquentent des établissements privés (environ 80 % des étudiants fréquentent un établissement universitaire privé en Corée et 100 % des étudiants fréquentent un établissement privé subventionné par l'État au Royaume-Uni). En Corée, les frais de scolarité représentent plus de 40 % du budget de l'éducation. Au Royaume-Uni, l'enseignement tertiaire est financé en partie par les frais de scolarité versés directement par les étudiants aux établissements d'enseignement, et en partie par des bourses de l'exécutif central payées indirectement par une agence de subvention de l'enseignement supérieur (voir les indicateurs B5 et C7).

Dans les pays de l'OCDE, la contribution d'entités privées autres que les ménages au financement des établissements est, en moyenne, plus élevée dans l'enseignement tertiaire qu'aux autres niveaux d'enseignement. La contribution d'entités privées autres que les ménages au financement des établissements d'enseignement tertiaire atteint ou dépasse 10 % dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE (en Australie, en Autriche, au Canada, en Corée, aux États-Unis, en Israël, au Japon, aux Pays-Bas, en République tchèque et en Suède) ainsi qu'en Argentine et en Fédération de Russie. En Suède, cette contribution est en grande partie consacrée au financement des activités de recherche et développement.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, l'accroissement des taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur C1) résulte de la forte demande de formation, tant de la part des individus que de la société. Cet accroissement est allé de pair avec une augmentation du niveau d'investissement, tant public que privé, de la part des pays et avec des variations des parts publique et privée du financement. En moyenne, dans les 20 pays de l'OCDE dont les données tendanciennes de toutes les années de référence sont disponibles, la part du financement public des établissements d'enseignement tertiaire a régressé : elle est passée de 73.7 % en 2000 et à 69.1 % en 2005, et a continué à diminuer graduellement les années suivantes, pour s'établir à 68.3 % en 2011. Cette baisse est particulièrement marquée dans certains pays, essentiellement en Europe, où le financement privé a fortement progressé, par l'augmentation des frais de scolarité et/ou une plus grande contribution des entreprises au financement des établissements d'enseignement, principalement sous la forme de bourses aux établissements d'enseignement tertiaire. Dans la plupart des pays dont les données des différentes années de référence sont disponibles, la variation des parts publique et privée du financement est plus faible depuis 2008. Dans certains pays, en particulier en Autriche, au Chili, au Portugal, en République slovaque et en République tchèque, la part publique du financement a régressé entre 2000 et 2008, avant d'augmenter entre 2008 et 2011 (voir le tableau B3.2c, le graphique B3.3 et l'indicateur B5).

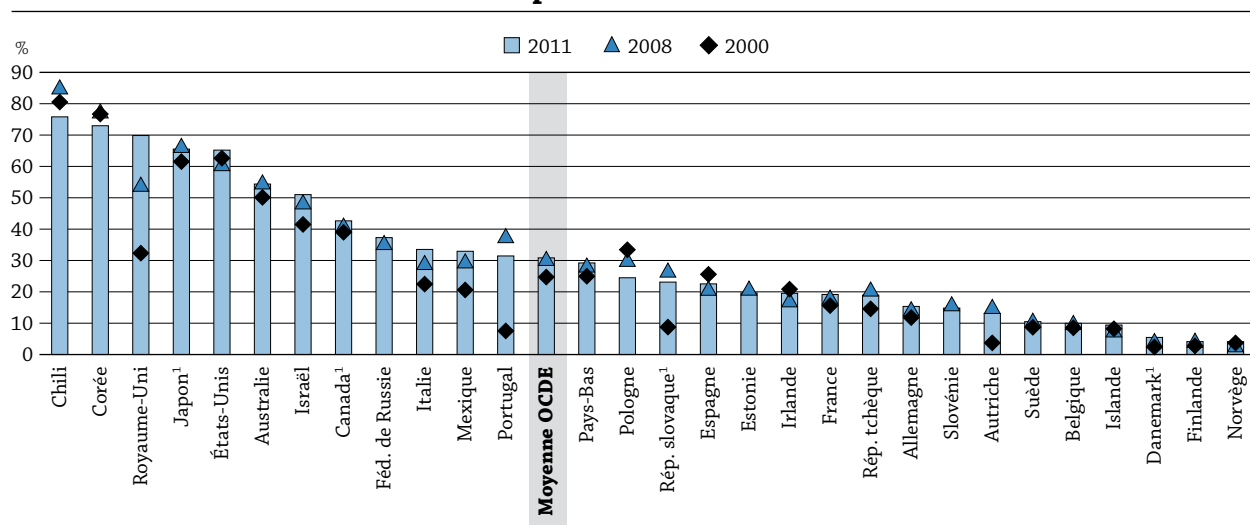
Dans 21 des 26 pays disposant de données comparables pour 2000 et 2011, la part privée du financement des établissements d'enseignement tertiaire a progressé. Elle a augmenté de plus de 9 points de pourcentage en Autriche, en Israël, en Italie, au Mexique, au Portugal et en République slovaque, et de plus de 37 points de pourcentage au Royaume-Uni. En Australie, la progression de la part privée particulièrement forte entre 1995 et 2000 s'explique par la restructuration du *Higher Education Contribution Scheme* (HECS) et du *Higher Education Loan Programme* (HELP), intervenue en 1997. Au Royaume-Uni, la très forte augmentation de la part privée s'explique par le fait que les frais de scolarité ont été revus plusieurs fois à la hausse ces dix dernières années (voir l'indicateur B5 et l'annexe 3 pour plus de précisions). Par contraste, la part privée du financement des établissements d'enseignement tertiaire a sensiblement diminué entre 2000 et 2011 au Chili, en Corée, en Espagne, en Irlande et en Pologne. En Irlande, la régression de la part privée tient, en grande partie, à la suppression progressive, ces dix dernières années, des frais de scolarité dans les premières formations tertiaires.

Dans certains pays, on observe que la variation de la part publique/privée du financement s'est inversée à partir de 2008. En Espagne, aux États-Unis et en Irlande, par exemple, la part privée du financement a régressé entre 2000 et 2008, avant d'augmenter entre 2008 et 2011, dans une moindre mesure toutefois, sauf aux États-Unis.

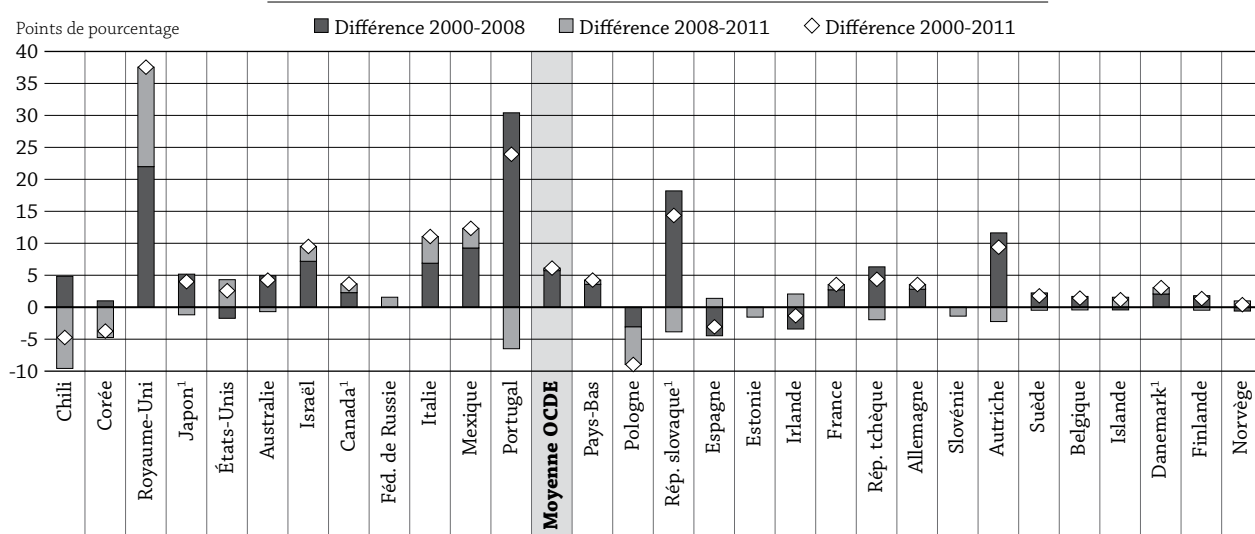
Par contraste, en Australie, en Autriche, au Chili, en Corée, au Japon, au Portugal, en République slovaque et en République tchèque (et, dans une moindre mesure, en Belgique, en Finlande et en Suède), la part privée du financement a augmenté entre 2000 et 2008, avant de régresser entre 2008 et 2011. Dans l'ensemble, la part privée du financement a toutefois augmenté dans tous ces pays entre 2000 et 2011, à l'exception du Chili et de la Corée. La Pologne est le seul pays où la part privée du financement a régressé à la fois entre 2000 et 2008 et entre 2008 et 2011 (voir le graphique B3.3).

Dans l'ensemble, les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques entre 2000 et 2011. Toutefois, quelle que soit la variation des dépenses privées, l'investissement public dans l'enseignement tertiaire a également augmenté dans tous les pays dont les données de 2000 et de 2011 sont disponibles. Quatre des dix pays où les dépenses privées ont le plus augmenté durant la période de référence (l'Autriche, le Chili, la République slovaque et la République tchèque) comptent également parmi les dix pays où les dépenses publiques ont le plus augmenté (voir le tableau B3.2c).

Graphique B3.3. Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire (2000, 2008 et 2011) et évolution (en points de pourcentage) de cette part entre 2000 et 2011



Évolution (en points de pourcentage) de la part des dépenses privées entre 2000 et 2011



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement en 2011.

Source : OCDE, Tableau B3.2c. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933117516>

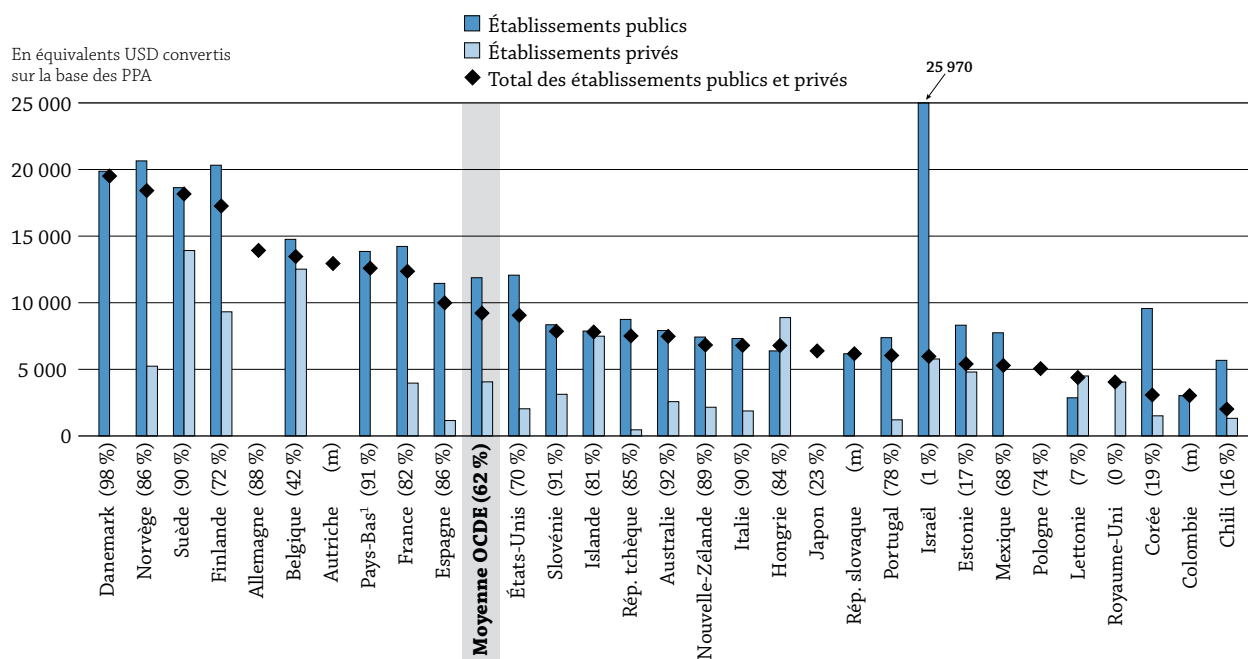
Dépenses publiques par élève/étudiant au titre des établissements d'enseignement, selon le type d'établissement

Le niveau de dépenses publiques indique, en partie, la valeur que les gouvernements attachent à l'éducation (voir les indicateurs B2 et B4). Les fonds publics financent logiquement les établissements publics, mais une partie significative de ces fonds peut être consacrée aux établissements privés.

Le tableau B3.3 rapporte l'investissement public dans les établissements d'enseignement à la taille des systèmes d'éducation au moyen des dépenses publiques unitaires effectuées au titre des établissements publics et privés (les fonds privés sont exclus du tableau B3.3, même si dans certains pays, ils représentent une part importante du budget des établissements d'enseignement, en particulier dans l'enseignement tertiaire). Cet indicateur vient donc en complément des dépenses publiques en pourcentage du revenu national (voir l'indicateur B2).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, tous niveaux d'enseignement confondus, les dépenses publiques unitaires au titre des établissements publics (8 952 USD) représentent presque le double de celles relevées au titre des établissements privés (4 614 USD). Toutefois, les écarts varient selon le niveau d'enseignement. Les dépenses publiques unitaires au titre des établissements publics représentent environ 1.8 fois plus que celles relevées au titre des établissements privés dans l'enseignement préprimaire (6 502 USD, contre 3 618 USD), tout comme dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (8 762 USD, contre 4 918 USD). Elles représentent près du triple dans l'enseignement tertiaire (11 877 USD, contre 4 061 USD).

Graphique B3.4. Dépenses publiques annuelles par étudiant au titre des établissements d'enseignement tertiaire, selon le type d'établissement (2011)



Remarque : les chiffres entre parenthèses correspondent au pourcentage d'étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement tertiaire public, calculs fondés sur des équivalents temps plein.

1. Les établissements privés subventionnés par l'État sont inclus dans la catégorie « Établissements publics ».

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques par étudiant au titre des établissements d'enseignement publics et privés.

Source : OCDE. Tableau B3.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933117535>

Dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques unitaires (établissements publics et privés confondus) s'élèvent, en moyenne, à 6 043 USD dans l'enseignement préprimaire. Toutefois, elles varient entre moins de 2 000 USD en Turquie et en Colombie (pays partenaire), et plus de 22 000 USD au Luxembourg. Les dépenses publiques unitaires sont, en général, plus élevées au titre des établissements publics qu'au titre des établissements privés, mais ces derniers accueillent moins d'élèves dans l'ensemble. Au Mexique, par exemple, les dépenses publiques unitaires au titre des établissements privés sont négligeables, mais ces établissements n'accueillent qu'un pourcentage

relativement faible de l'effectif d'élèves. Par contraste, les établissements privés accueillent la quasi-totalité de l'effectif d'élèves en Nouvelle-Zélande et les dépenses publiques unitaires au titre des établissements privés y sont supérieures à la moyenne (9 526 USD) (voir le tableau B3.4 et le tableau C2.2 dans l'indicateur C2).

Dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques unitaires, établissements publics et privés confondus, s'élèvent, en moyenne, à 7 996 USD dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire – soit les niveaux d'enseignement où la part des fonds publics est la plus élevée (voir le tableau B3.2b). Elles varient toutefois de moins de 2 300 USD au Mexique, en Turquie et en Colombie (pays partenaire), à plus de 10 000 USD en Autriche, en Belgique, aux États-Unis, au Luxembourg, en Norvège et en Suède. À ces niveaux d'enseignement, la plupart des élèves fréquentent un établissement public et les dépenses publiques unitaires sont plus élevées au titre des établissements publics qu'au titre des établissements privés, sauf en Colombie, en Finlande, en Israël, en Norvège (voir le tableau B3.3). Dans ces trois pays de l'OCDE, les établissements privés accueillent entre 7 % et 25 % de l'effectif d'élèves. Au Mexique et aux Pays-Bas, les dépenses publiques unitaires au titre des établissements privés sont peu élevées ou négligeables, car le secteur privé est marginal et la part des fonds publics dans son budget est insignifiante, voire nulle (voir le tableau C1.4 dans l'indicateur C1).

Dans les pays de l'OCDE, les dépenses publiques par étudiant s'élèvent, en moyenne, à 9 221 USD dans l'enseignement tertiaire, établissements publics et privés confondus. Toutefois, elles varient d'environ 2 000 USD au Chili à plus de 17 000 USD au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède, quatre pays où la part des dépenses privées est peu élevée, voire négligeable. Dans tous les pays dont les données sont disponibles, à l'exception de la Hongrie et de la Lettonie, les dépenses publiques par étudiant sont plus élevées au titre des établissements publics qu'au titre des établissements privés (voir le tableau B3.3 et le graphique B3.4).

Dans l'enseignement tertiaire, la répartition des fonds publics entre les établissements publics et privés varie selon les pays. Au Danemark et aux Pays-Bas, les établissements publics accueillent au moins 90 % des étudiants et absorbent la majeure partie des fonds publics. Dans ces pays, les dépenses publiques par étudiant au titre des établissements publics sont supérieures à la moyenne de l'OCDE, et les dépenses publiques par étudiant au titre des établissements privés sont négligeables. Le financement privé s'y ajoute au financement public à des degrés divers : les dépenses privées représentent moins de 6 % des dépenses totales au titre des établissements publics et privés au Danemark, mais plus de 28 % aux Pays-Bas (voir le graphique B3.4 et le tableau B3.1).

En Belgique, en Estonie, en Hongrie, en Islande et en Suède, les fonds publics financent les établissements publics et privés, et les dépenses publiques par étudiant au titre des établissements privés représentent au moins 58 % – et jusqu'à plus de 100 % – des dépenses publiques par étudiant au titre des établissements publics de l'enseignement tertiaire (voir le tableau B3.3). Toutefois, la situation varie selon les pays. En Hongrie, en Islande et en Suède, 80 % au moins des étudiants fréquentent un établissement public, alors qu'en Belgique et en Estonie, la plupart des étudiants fréquentent un établissement privé subventionné par l'État. Dans tous ces pays, la part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement tertiaire est inférieure à la moyenne de l'OCDE. Dans les autres pays, les fonds publics financent essentiellement les établissements d'enseignement publics (voir le graphique B3.4 et le tableau B3.3).

Définitions

Par « **autres entités privées** », on entend les entreprises privées et les organisations à but non lucratif, notamment les organisations confessionnelles, caritatives, patronales et syndicales.

Les **dépenses privées** comprennent toutes les dépenses privées directes au titre des établissements d'enseignement, qu'elles soient ou non compensées en partie par des aides publiques. La contribution des entreprises privées au financement du volet pratique des formations en alternance est également incluse. Les aides publiques aux ménages incluses dans les dépenses privées sont présentées séparément.

Les **parts publique et privée des dépenses au titre des établissements d'enseignement** sont exprimées en pourcentage des dépenses publiques et privées totales.

Les **dépenses publiques** se rapportent à la totalité des effectifs scolarisés dans les établissements publics et privés, que ces établissements reçoivent ou non un financement public.

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2011 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2013 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les dépenses en matière de biens et services d'éducation ne sont pas toutes effectuées au sein des établissements d'enseignement. Les familles peuvent, par exemple, acheter des fournitures et des manuels scolaires dans le commerce, ou recourir aux services d'un professeur particulier en dehors des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants pendant leur formation peuvent représenter une part importante du coût de l'éducation. Toutes ces dépenses effectuées en dehors des établissements d'enseignement sont exclues de cet indicateur, même si elles font l'objet de subventions publiques. Le financement public des coûts de l'éducation en dehors des établissements d'enseignement est étudié dans le cadre des indicateurs B4 et B5.

Une partie du budget des établissements d'enseignement est consacrée aux services auxiliaires généralement proposés aux élèves/étudiants (cantine, logement et transport). La partie du coût de ces services financée par les élèves/étudiants est également incluse dans cet indicateur.

Les données relatives aux dépenses de 1995 et de 2000 proviennent d'une enquête mise à jour en 2012 dans laquelle les dépenses de 1995 et 2000 ont été ajustées en fonction des méthodes et des définitions appliquées lors du dernier exercice UOE de collecte de données en date.

Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Tableaux de l'indicateur B3


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117364>

Tableau B3.1 Part relative des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2011)

Tableau B3.2a Évolution de la part relative des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement et indice de variation des dépenses publiques et privées pour tous les niveaux d'enseignement (1995, 2000, 2005, 2008 à 2011)

Tableau B3.2b Évolution de la part relative des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement et indice de variation des dépenses publiques et privées pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (1995, 2000, 2005, 2008 à 2011)

Tableau B3.2c Évolution de la part relative des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement tertiaire et indice de variation des dépenses publiques et privées (1995, 2000, 2005, 2008 à 2011)

Tableau B3.3 Dépenses publiques annuelles par élève/étudiant au titre des établissements d'enseignement, selon le type d'établissement (2011)

Tableau B3.1. Part relative des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2011)

Répartition des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire					Tertiaire					Tous niveaux confondus				
	Dépenses publiques	Dépenses privées			Part des subventions publiques dans les dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées			Part des subventions publiques dans les dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées			Part des subventions publiques dans les dépenses privées
		Dépenses des ménages	Dépenses d'autres entités privées	Dépenses privées totales ¹			Dépenses des ménages	Dépenses d'autres entités privées	Dépenses privées totales ¹			Dépenses des ménages	Dépenses d'autres entités privées	Dépenses privées totales ¹	
OCDE	83.6	13.8	2.6	16.4	0.9	45.6	39.0	15.4	54.4	0.5	72.2	21.7	6.1	27.8	1.4
Australie	83.6	13.8	2.6	16.4	0.9	45.6	39.0	15.4	54.4	0.5	72.2	21.7	6.1	27.8	1.4
Autriche	95.9	2.8	1.3	4.1	1.8	86.9	2.7	10.5	13.1	8.2	91.1	3.5	5.4	8.9	6.2
Belgique	96.2	3.7	0.1	3.8	1.4	90.1	4.9	5.1	9.9	4.5	95.0	3.8	1.1	5.0	2.0
Canada ^{2, 3}	89.7	3.9	6.4	10.3	x(6)	57.4	20.0	22.6	42.6	1.1	76.4	10.5	13.1	23.6	0.5
Chili ⁴	78.3	20.8	0.9	21.7	a	24.2	68.3	7.5	75.8	8.1	59.9	36.9	3.2	40.1	2.8
République tchèque	90.9	7.2	1.9	9.1	n	81.1	7.8	11.2	18.9	n	88.1	7.5	4.5	11.9	n
Danemark ³	97.2	2.8	n	2.8	n	94.5	x(14)	x(14)	5.5	n	94.5	4.2	1.2	5.5	m
Estonie	98.9	0.9	0.2	1.1	m	80.4	15.6	4.0	19.6	m	93.7	5.0	1.3	6.3	m
Finlande	99.3	x(9)	x(9)	0.7	n	95.9	x(14)	x(14)	4.1	0.2	97.6	x(19)	x(19)	2.4	n
France	91.8	6.7	1.5	8.2	1.7	80.8	10.4	8.8	19.2	2.6	89.4	7.5	3.1	10.6	m
Allemagne	87.9	x(9)	x(9)	12.1	m	84.7	x(14)	x(14)	15.3	m	86.4	x(19)	x(19)	13.6	m
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	m	m	m	m	n	m	m	m	m	n	m	m	m	m	m
Islande	96.3	3.5	0.2	3.7	a	90.6	8.7	0.7	9.4	a	90.3	8.4	1.3	9.7	a
Irlande	95.8	4.2	m	4.2	n	80.5	16.6	2.9	19.5	n	92.3	7.1	0.7	7.7	n
Israël	89.5	4.0	6.5	10.5	1.2	49.0	30.9	20.1	51.0	5.3	75.1	15.7	9.2	24.9	2.0
Italie	96.2	3.6	0.2	3.8	n	66.5	25.3	8.2	33.5	9.1	89.2	8.9	1.9	10.8	2.0
Japon ³	93.0	5.1	2.0	7.0	m	34.5	50.9	14.6	65.5	m	69.5	20.5	9.9	30.5	m
Corée	80.7	17.8	1.5	19.3	0.6	27.0	44.1	28.9	73.0	1.2	62.8	26.4	10.9	37.2	1.1
Luxembourg	97.9	1.8	0.3	2.1	n	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	82.6	17.3	0.1	17.4	1.7	67.1	32.6	0.4	32.9	1.9	80.3	19.6	0.2	19.7	1.5
Pays-Bas	86.6	4.3	9.1	13.4	3.9	70.8	15.2	14.1	29.2	0.3	82.3	7.9	9.8	17.7	3.0
Nouvelle-Zélande	88.8	11.2	x(7)	11.2	m	64.5	35.5	x(12)	35.5	m	83.6	16.4	x(17)	16.4	m
Norvège	m	m	m	m	m	95.9	3.4	0.7	4.1	m	m	m	m	m	m
Pologne	93.9	6.1	m	6.1	m	75.5	22.6	1.9	24.5	n	87.2	x(19)	x(19)	12.8	m
Portugal	99.9	n	m	n	m	68.6	22.3	9.2	31.4	m	92.5	5.3	2.2	7.5	m
République slovaque ³	88.6	9.8	1.6	11.4	1.7	76.9	15.4	7.7	23.1	3.8	85.7	11.5	2.8	14.3	2.1
Slovénie	91.1	8.2	0.7	8.9	n	85.2	9.9	4.9	14.8	n	88.5	10.0	1.5	11.5	n
Espagne	91.1	8.9	a	8.9	a	77.5	18.7	3.8	22.5	1.7	84.5	14.6	0.9	15.5	0.4
Suède	100.0	n	a	n	a	89.5	0.2	10.3	10.5	n	97.2	n	2.7	2.8	n
Suisse	88.3	n	11.7	11.7	0.2	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Turquie	86.8	13.2	a	13.2	a	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	85.7	11.2	3.2	14.3	6.4	30.2	60.7	9.1	69.8	39.9	74.9	21.0	4.1	25.1	12.4
États-Unis	91.6	8.4	m	8.4	m	34.8	47.8	17.4	65.2	m	67.9	25.3	6.8	32.1	m
Moyenne OCDE	91.4	~	~	8.6	0.9	69.2	~	~	30.8	3.8	83.9	~	~	16.1	2.0
Moyenne UE21	93.9	~	~	6.1	1.1	78.6	~	~	21.4	4.4	89.4	~	~	10.6	2.3
Partenaires	91.2	8.8	a	8.8	m	76.9	10.0	13.0	23.1	m	86.5	10.7	2.8	13.5	n
Argentine	91.2	8.8	a	8.8	m	76.9	10.0	13.0	23.1	m	86.5	10.7	2.8	13.5	n
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁴	76.5	23.3	0.2	23.5	m	44.0	56.0	n	56.0	m	65.1	34.7	0.2	34.9	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁴	89.9	10.1	a	10.1	m	70.7	29.3	m	29.3	m	87.0	13.0	m	13.0	m
Lettonie	97.4	2.4	0.2	2.6	m	62.6	37.2	0.2	37.4	m	88.3	11.5	0.2	11.7	m
Fédération de Russie	95.9	x(9)	x(9)	4.1	a	62.7	26.0	11.3	37.3	a	84.9	x(19)	x(19)	15.1	a
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données relatives au niveau préprimaire (colonnes 1, 2, 3, 4 et 5) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous).

1. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.


2. Année de référence : 2010 (et non 2011).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2012 (et non 2011).

 Sources : OCDE, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117383>

B3

Tableau B3.2a. Évolution de la part relative des dépenses publiques¹ au titre des établissements d'enseignement et indice de variation des dépenses publiques et privées pour tous les niveaux d'enseignement (1995, 2000, 2005, 2008 à 2011)
Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics, par année

	Part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement (%)					Indice de variation, entre 1995 et 2011, des dépenses au titre des établissements d'enseignement (2005 = 100, prix constants)							
						Dépenses publiques				Dépenses privées ²			
	2000	2005	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(9)	(10)	(12)	(13)	(15)	(16)	(18)	(19)
OCDE													
Australie	74.1	72.7	71.6	74.1	72.2	85	109	134	130	79	115	125	133
Autriche	94.0	91.4	90.8	91.0	91.1	95	107	112	113	64	116	118	118
Belgique	94.3	94.2	94.3	94.8	95.0	93	116	118	119	92	113	104	100
Canada ³	79.9	75.5	76.0	75.8	76.4	94	107	117	118	73	104	115	112
Chili ⁴	55.2	52.8	58.9	57.9	59.9	92	146	157	186	83	114	127	139
République tchèque	89.9	87.6	87.3	87.7	88.1	76	112	120	131	60	116	119	125
Danemark	96.0	92.3	92.2	94.5	94.5	88	98	109	110	44	100	76	76
Estonie	m	92.4	94.7	93.0	93.7	83	131	117	118	m	90	107	96
Finlande	98.0	97.8	97.4	97.6	97.6	83	107	114	116	76	126	121	124
France	91.2	90.8	90.0	89.8	89.4	98	104	107	105	94	115	120	124
Allemagne	86.1	85.7	85.4	85.9	86.4	97	105	114	115	94	107	112	108
Grèce	93.8	94.0	m	m	m	68	m	m	m	70	m	m	m
Hongrie	88.3	91.3	m	m	m	71	99	89	87	99	m	m	m
Islande	90.0	89.6	90.9	90.4	90.3	72	112	98	99	69	96	90	92
Irlande	90.5	93.7	93.8	92.5	92.3	74	133	139	137	115	129	167	170
Israël	79.8	74.9	78.0	77.6	75.1	98	120	128	134	74	101	110	133
Italie	94.3	91.4	91.4	90.1	89.2	98	106	98	95	63	106	115	123
Japon	71.0	68.6	66.4	70.2	69.5	99	103	108	109	89	114	100	105
Corée	59.2	58.9	59.6	61.6	62.8	73	128	143	151	72	125	128	128
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	85.3	80.3	80.8	80.5	80.3	82	107	114	118	57	104	113	118
Pays-Bas	84.0	84.3	83.3	83.3	82.3	83	106	115	113	85	113	123	131
Nouvelle-Zélande	m	78.4	82.4	82.6	83.6	89	110	123	133	m	85	94	94
Norvège	95.0	m	98.2	98.1	m	79	106	111	111	m	m	m	m
Pologne	89.0	90.7	87.1	86.2	87.2	80	111	117	116	96	160	182	167
Portugal	98.6	92.6	90.5	92.6	92.5	96	96	108	100	18	126	108	101
République slovaque	96.4	83.9	82.5	84.2	85.7	84	114	133	132	16	126	129	114
Slovénie	m	87.0	88.4	88.4	88.5	m	108	109	109	m	94	96	94
Espagne	87.4	88.6	87.1	85.4	84.5	87	118	122	118	97	136	161	168
Suède	97.0	97.0	97.3	97.5	97.2	87	106	110	111	89	97	93	104
Suisse	m	m	m	m	m	86	98	106	108	74	107	97	97
Turquie	98.6	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	85.2	80.0	69.5	68.6	74.9	76	85	91	100	53	150	167	134
États-Unis	72.0	71.8	71.5	69.4	67.9	83	111	110	108	83	112	124	129
Moyenne OCDE	86.7	84.3	84.0	84.2	83.9	85	110	116	118	74	114	119	119
Moyenne des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles pour l'ensemble des années de référence (21 pays)	86.0	83.5	82.9	83.2	83.2	88	110	117	119	72	116	121	123
Moyenne UE21	91.9	90.3	89.1	89.1	89.4	85	109	113	113	74	118	123	121
Partenaires													
Argentine	m	m	m	m	86.5	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	m	m	m	m	m	69	140	165	172	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁴	m	m	m	m	65.1	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁴	m	m	m	m	87.0	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie	m	m	m	m	88.3	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	m	85.8	84.2	84.9	58	134	126	128	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données relatives à 1995 et à 2009 (colonnes 1, 5, 8, 11, 14 et 17) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous).

1. Les dépenses d'origine internationale sont exclues des dépenses publiques et des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

3. Année de référence : 2010 (et non 2011).

4. Année de référence : 2012 (et non 2011).

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117402>

Tableau B3.2b. Évolution de la part relative des dépenses publiques¹ au titre des établissements d'enseignement et indice de variation des dépenses publiques et privées pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (1995, 2000, 2005, 2008 à 2011)

Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics, par année

B3

	Part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement (%)					Indice de variation, entre 1995 et 2011, des dépenses au titre des établissements d'enseignement (2005 = 100, prix constants)							
						Dépenses publiques				Dépenses privées ²			
	2000	2005	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(9)	(10)	(12)	(13)	(15)	(16)	(18)	(19)
OCDE													
Australie	83.7	83.5	82.5	84.7	83.6	83	108	135	130	82	116	123	129
Autriche	95.8	94.3	95.9	95.5	95.9	98	107	106	109	71	75	83	76
Belgique	94.7	94.7	95.2	96.0	96.2	94	117	117	118	94	106	88	83
Canada ^{3,4}	92.4	89.9	88.6	89.3	89.7	88	103	116	116	65	117	123	119
Chili ⁵	68.4	69.8	78.4	78.6	78.3	94	145	141	165	100	92	89	105
République tchèque	91.7	89.9	90.4	90.8	90.9	78	107	112	116	63	101	101	104
Danemark ³	97.8	97.9	97.6	97.6	97.2	86	99	107	98	89	112	123	133
Estonie	m	98.9	99.0	98.7	98.9	80	126	112	107	0	121	133	111
Finlande	99.3	99.2	99.0	99.2	99.3	82	107	112	113	65	126	105	98
France	92.6	92.5	92.3	92.0	91.8	100	102	104	102	98	105	111	112
Allemagne	87.1	87.5	87.1	87.8	87.9	99	100	109	108	103	104	106	104
Grèce	91.7	92.5	m	m	m	77	m	m	m	86	m	m	m
Hongrie	92.7	95.5	m	m	m	69	95	84	79	114	m	m	m
Islande	96.4	96.2	96.4	96.2	96.3	73	106	92	95	69	102	93	93
Irlande	96.0	96.8	97.7	95.9	95.8	67	133	138	137	86	97	179	183
Israël	94.1	93.0	93.0	92.4	89.5	96	121	129	138	79	121	142	216
Italie	97.8	96.3	97.1	96.6	96.2	94	105	98	93	55	81	89	96
Japon ³	89.8	90.1	90.0	93.0	93.0	98	102	108	108	101	103	73	74
Corée	80.8	77.0	77.8	78.5	80.7	72	117	128	133	58	112	118	107
Luxembourg	m	m	m	97.9	97.9	m	m	104	100	m	m	m	m
Mexique	86.1	82.9	82.9	82.7	82.6	83	102	109	113	65	102	111	115
Pays-Bas	86.1	87.1	86.6	86.9	86.6	82	106	115	113	90	111	118	118
Nouvelle-Zélande	m	84.9	85.7	87.4	88.8	91	102	118	132	m	96	96	93
Norvège	99.0	m	m	m	m	87	107	113	112	m	m	m	m
Pologne	95.4	98.2	94.7	93.8	93.9	87	111	118	116	225	339	422	407
Portugal	99.9	99.9	99.9	100.0	99.9	98	96	109	101	99	90	87	89
République slovaque ³	97.6	86.2	84.8	88.0	88.6	84	113	138	129	13	126	117	104
Slovénie	m	91.9	91.7	91.3	91.1	m	104	103	101	m	107	111	111
Espagne	93.0	93.5	93.1	91.8	91.1	93	114	117	113	100	121	149	158
Suède	99.9	99.9	99.9	99.9	100.0	88	103	103	103	106	90	66	m
Suisse	88.9	86.9	86.3	88.1	88.3	90	101	108	110	74	107	97	97
Turquie	m	m	m	m	86.8	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	88.7	83.0	77.9	78.9	85.7	75	94	102	113	47	130	133	92
États-Unis	91.7	91.8	91.8	92.5	91.6	86	111	114	107	87	111	103	110
Moyenne OCDE	92.1	91.0	90.8	91.4	91.4	86	109	113	113	85	115	120	123
Moyenne des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles pour l'ensemble des années de référence (20 pays)	91.6	90.4	90.5	90.9	91.0	88	109	116	117	80	108	112	118
Moyenne UE21	94.3	93.8	93.3	93.6	93.9	86	107	110	108	84	119	129	128
Partenaires													
Argentine	m	m	m	m	91.2	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	m	m	m	m	m	66	146	170	175	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁵	m	m	m	m	76.5	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁵	m	m	m	m	89.9	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie	m	m	m	m	97.4	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	m	96.8	96.9	95.9	66	132	126	130	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : les données relatives à 1995 et à 2009 (colonnes 1, 5, 8, 11, 14 et 17) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous).

1. Les dépenses d'origine internationale sont exclues des dépenses publiques et des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement.

2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2010 (et non 2011).

5. Année de référence : 2012 (et non 2011).

 Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117421>

Tableau B3.2c. Évolution de la part relative des dépenses publiques¹ au titre des établissements d'enseignement tertiaire et indice de variation des dépenses publiques et privées (1995, 2000, 2005, 2008 à 2011)

Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement après les transferts de fonds publics, par année

OCDE	Part des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement (%)					Indice de variation, entre 1995 et 2011, des dépenses au titre des établissements d'enseignement (2005 = 100, prix constants)							
	2000	2005	2008	2010	2011	Dépenses publiques				Dépenses privées ²			
						2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(9)	(10)	(12)	(13)	(15)	(16)	(18)	(19)	
Australie	49.9	45.4	44.9	46.5	45.6	92	110	129	130	77	112	124	129
Autriche	96.3	92.9	84.7	87.8	86.9	77	101	119	117	39	240	215	231
Belgique	91.5	90.6	89.8	89.8	90.1	99	116	123	122	89	128	134	130
Canada ^{3, 4}	61.0	55.1	58.7	56.6	57.4	95	115	120	121	74	99	113	110
Chili ⁵	19.5	15.9	14.6	22.1	24.2	103	118	237	279	81	130	158	166
République tchèque	85.4	81.2	79.1	78.8	81.1	67	128	132	165	50	146	153	167
Danemark ³	97.6	96.7	95.5	95.0	94.5	87	99	105	107	62	135	163	181
Estonie	m	69.9	78.8	75.4	80.4	92	137	136	164	m	86	103	93
Finlande	97.2	96.1	95.4	95.9	95.9	87	107	116	120	62	127	122	128
France	84.4	83.6	81.7	81.9	80.8	94	110	115	114	89	125	129	137
Allemagne	88.2	85.3	85.4	84.4	84.7	98	115	124	130	76	114	134	137
Grèce	99.7	96.7	m	m	m	44	m	m	m	3	m	m	m
Hongrie	76.7	78.5	m	m	m	81	105	96	112	90	m	m	m
Islande	91.8	90.5	92.2	91.2	90.6	70	116	101	98	60	94	94	97
Irlande	79.2	84.0	82.6	81.2	80.5	95	133	132	127	131	147	160	161
Israël	58.5	46.5	51.3	54.2	49.0	113	110	125	125	69	91	92	113
Italie	77.5	73.2	70.7	67.6	66.5	99	108	102	101	78	123	134	140
Japon ³	38.5	33.7	33.3	34.4	34.5	107	108	112	117	87	110	109	113
Corée	23.3	24.3	22.3	27.3	27.0	76	117	154	160	80	131	132	139
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	79.4	69.0	70.1	69.9	67.1	84	115	128	118	49	109	123	129
Pays-Bas	75.0	73.0	71.5	71.8	70.8	88	107	118	119	80	116	125	133
Nouvelle-Zélande	m	59.7	70.4	66.3	64.5	84	133	126	121	m	83	95	98
Norvège	96.3	m	96.9	96.0	95.9	83	102	105	107	m	m	m	m
Pologne	66.6	74.0	69.6	70.6	75.5	52	105	111	111	74	130	132	102
Portugal	92.5	68.1	62.1	69.0	68.6	98	97	113	104	17	127	108	101
République slovaque ³	91.2	77.3	73.1	70.2	76.9	79	114	116	140	26	143	168	144
Slovenie	m	76.5	83.8	84.7	85.2	0	114	120	121	m	72	71	69
Espagne	74.4	77.9	78.9	78.2	77.5	84	120	127	123	102	114	125	126
Suède	91.3	88.2	89.1	90.6	89.5	90	106	120	121	65	97	93	106
Suisse	m	m	m	m	m	77	90	102	107	m	m	m	m
Turquie	95.4	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	67.7	m	45.7	37.1	30.2	m	m	m	m	64	182	227	192
États-Unis	37.4	39.7	39.1	36.3	34.8	74	110	108	105	81	113	125	130
Moyenne OCDE	75.3	70.5	69.4	69.3	69.2	86	112	122	127	69	122	131	132
Moyenne des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles pour l'ensemble des années de référence (20 pays)	73.7	69.1	68.1	68.6	68.3	91	112	125	129	70	126	134	139
Moyenne UE21	85.1	82.3	78.7	78.3	78.6	80	112	118	123	66	131	139	138
Partenaires													
Argentine	m	m	m	m	76.9	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	m	m	m	m	m	79	119	148	155	m	m	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ⁵	m	m	m	m	44.0	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ⁵	m	m	m	m	70.7	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie	m	m	m	m	62.6	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	m	64.3	62.2	62.7	44	147	145	136	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarques : les données relatives à 1995 et à 2009 (colonnes 1, 5, 8, 11, 14 et 17) peuvent être consultées en ligne (voir le StatLink ci-dessous).

1. Les dépenses d'origine internationale sont exclues des dépenses publiques et des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement.
2. Y compris les aides publiques à affecter aux paiements destinés aux établissements d'enseignement.
3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.
4. Année de référence : 2010 (et non 2011).
5. Année de référence : 2012 (et non 2011).

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117440>

Tableau B3.3. Dépenses publiques annuelles par élève/étudiant au titre des établissements d'enseignement, selon le type d'établissement (2011)

En équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB, selon le niveau d'enseignement et le type d'établissement

OCDE	Préprimaire			Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire			Tertiaire				Tous niveaux d'enseignement confondus		
	Établissements publics	Établissements privés	Total des établissements publics et privés	Établissements publics	Établissements privés	Total des établissements publics et privés	Établissements publics	Établissements privés	Total des établissements publics et privés	dont : activités de R-D	Établissements publics	Établissements privés	Total des établissements publics et privés
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Australie	x(3)	x(3)	4 880	9 188	6 817	8 387	7 912	2 575	7 475	5 718	x(13)	x(13)	8 122
Autriche	x(3)	x(3)	6 406	x(6)	x(6)	11 999	x(9)	x(9)	12 942	4 408	x(13)	x(13)	11 395
Belgique	6 672	5 595	6 103	11 395	9 576	10 315	14 758	12 521	13 468	4 149	11 517	9 478	10 335
Canada ¹	x(4)	m	m	9 522	m	m	14 312	m	m	m	10 629	m	m
Chili ²	5 864	3 490	4 285	4 970	2 591	3 543	5 675	1 324	2 016	398	5 152	2 324	3 276
République tchèque	3 984	2 550	3 957	5 710	3 714	5 572	8 747	460	7 507	2 999	6 222	2 403	5 926
Danemark	x(3)	x(3)	13 031	10 513	6 393	9 943	19 868	a	19 509	x(9)	12 903	5 436	12 061
Estonie	2 587	2 131	2 573	6 033	4 533	5 974	8 314	4 801	5 405	2 358	5 442	4 711	5 281
Finlande	5 247	3 945	5 135	9 096	9 281	9 113	20 321	9 319	17 260	5 713	10 179	8 832	10 013
France	6 683	2 759	6 199	9 315	5 491	8 558	14 225	3 967	12 360	4 578	9 588	4 941	8 739
Allemagne	x(3)	x(3)	6 717	x(6)	x(6)	8 371	x(9)	x(9)	13 927	x(9)	x(13)	x(13)	9 202
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	x(3)	x(3)	4 127	x(6)	x(6)	4 270	6 385	8 883	6 786	1 377	x(13)	x(13)	4 928
Islande	7 285	4 426	6 947	9 207	6 204	8 980	7 873	7 491	7 802	x(9)	9 291	6 335	8 994
Irlande	x(3)	x(3)	5 405	9 492	m	m	12 826	m	m	4 157	10 037	m	m
Israël	3 830	1 876	3 211	5 589	6 001	5 682	25 970	5 779	5 971	m	5 613	5 025	5 400
Italie ³	7 259	444	5 216	8 192	1 423	7 682	7 314	1 876	6 795	3 226	7 926	1 098	7 158
Japon	x(3)	x(3)	2 849	x(6)	x(6)	8 579	x(9)	x(9)	6 384	x(9)	x(13)	x(13)	8 106
Corée	8 365	2 652	3 929	7 090	5 798	6 856	9 567	1 511	3 076	1 281	8 686	2 888	6 354
Luxembourg	23 958	3 757	22 144	20 606	6 722	18 598	m	m	m	m	m	m	m
Mexique	2 509	2	2 160	2 552	6	2 284	7 745	a	5 291	1 413	3 072	4	2 677
Pays-Bas ⁴	7 321	3 095	6 983	8 950	n	8 753	13 850	n	12 590	5 355	9 612	626	9 252
Nouvelle-Zélande	2 450	9 526	9 409	8 219	2 537	7 844	7 425	2 156	6 826	1 543	8 067	5 877	7 769
Norvège	7 228	5 462	6 422	13 244	13 630	13 263	20 647	5 238	18 417	7 047	14 099	10 922	13 714
Pologne	x(3)	x(3)	4 146	x(6)	x(6)	5 308	x(9)	x(9)	5 056	996	x(13)	x(13)	5 093
Portugal	5 674	m	m	7 278	m	m	7 377	1 211	6 043	3 003	7 265	m	m
République slovaque	3 941	3 011	3 906	4 536	4 356	4 520	6 170	m	6 170	1 652	4 883	4 256	4 840
Slovénie	6 697	2 134	6 567	8 060	5 684	8 027	8 346	3 127	7 858	1 596	7 919	3 715	7 784
Espagne	6 956	2 083	5 232	9 291	3 689	7 569	11 452	1 158	9 987	2 687	9 285	3 080	7 488
Suède	6 992	6 528	6 915	10 634	10 028	10 548	18 638	13 920	18 163	8 359	11 219	9 668	11 000
Suisse	5 267	m	m	12 724	m	m	22 882	m	m	m	13 799	m	m
Turquie	2 102	n	1 971	2 233	a	2 233	m	m	m	m	m	m	m
Royaume-Uni	6 213	12 217	7 457	9 936	2 559	8 336	a	4 049	4 049	1 667	9 631	3 627	7 675
États-Unis	10 975	1 909	7 019	11 753	1 009	10 840	12 069	2 039	9 057	x(9)	11 760	1 652	10 062
Moyenne OCDE	6 502	3 618	6 043	8 762	4 918	7 996	11 877	4 061	9 221	3 290	8 952	4 614	7 876
Moyenne UE21	7 156	3 865	6 748	9 315	5 246	8 525	11 162	4 664	10 326	3 428	8 909	4 759	8 128
Partenaires													
Argentine	1 979	m	m	2 578	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Brésil	2 349	m	m	2 667	m	m	10 902	m	m	762	2 985	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Colombie ²	1 857	2 111	1 871	1 608	1 818	1 619	3 027	m	3 027	m	1 063	1 838	1 084
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Lettonie	4 407	1 704	4 269	4 901	1 885	4 860	2 865	4 503	4 384	1 531	4 752	4 263	4 653
Fédération de Russie	m	m	m	4 322	m	m	5 221	m	m	m	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2010.


2. Année de référence : 2012.

3. Enseignement post-secondaire non tertiaire non compris.

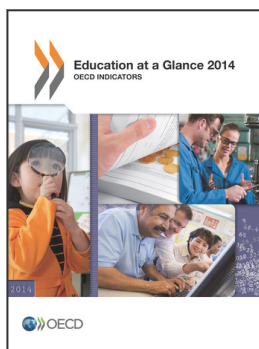
4. Les établissements privés subventionnés par l'État sont inclus dans la catégorie « Établissements publics ».

Sources : OCDE. Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Chine, Colombie, Inde et Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO. Lettonie : Eurostat. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933117459>

B3



Extrait de :
Education at a Glance 2014
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Indicateur B3 - Quelle est la répartition entre investissements public et privé dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2014 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2014-17-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.